

explication

L'Inde laïque ébranlée
par un projet de loi controversé

— La chambre basse du Parlement à New Delhi a adopté un texte controversé sur l'attribution de la citoyenneté, qui exclut des communautés musulmanes originaires des pays voisins.

New Delhi
De notre correspondante



Qu'ont voté les députés indiens ?

Tard dans la nuit, lundi 9 décembre, les députés de la chambre basse ont âprement débattu d'un projet d'amendement constitutionnel polémique sur l'attribution de la citoyenneté, que l'opposition a tenté, en vain, de contrer.

Cet amendement entend naturaliser officiellement les Indiens des minorités religieuses originaires d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh qui, pour la plupart, vivent en Inde depuis longtemps. À l'exception toutefois des musulmans, qui resteront sans papiers, donc susceptibles, en théorie, d'être arrêtés.

Ce texte a été introduit par le ministre de l'intérieur Amit Shah, vêtu pour l'occasion d'une veste safran, la couleur du puissant Parti du peuple indien (BJP), le parti nationaliste hindou du premier ministre Narendra Modi. Adopté par 311 voix contre 80, il doit à présent être voté par la chambre haute.

Quels sont les arguments de l'opposition ?

Les députés de l'opposition ont dénoncé une atteinte inédite aux principes d'une Inde fondée en 1947 sur l'égalité des religions. « Cette réforme est inconstitutionnelle, confie à La Croix le député Ritesh Pandey, du Bahujan Samaj Party (BSP). Les Pères de la nation ont défendu l'idée d'une Inde ouverte à tous pour coexister pacifiquement. Mais le gouvernement actuel est en train de dire que les

musulmans ne sont pas les bienvenus. C'est inacceptable. »

Dans l'hémicycle bondé, l'émotion était vive parmi les députés de l'opposition, car c'est leur vision de l'Inde qu'ils sentent attaquée. « L'Inde devient-elle un État hindou ? », a demandé un représentant à Amit Shah. « Quel message êtes-vous en train d'envoyer aux musulmans ? », s'est indigné un autre.

Lors de manifestations contre le projet, à Delhi, l'inquiétude, relayée par les défenseurs des droits de l'homme, était tout aussi palpable. « Nous sommes nés en Inde » ou « L'Inde est notre pays », affichaient les pancartes. « Narendra Modi et Amit Shah divisent l'Inde sur des bases religieuses et perçoivent les musulmans comme des étrangers », s'est offusqué Mohammed Saed, un étudiant. « C'est la première fois que l'Inde vote une loi basée sur la religion, a souligné un retraité. Notre pays est en train de devenir un autre "Pakistan", pour les hindous. »

Quels sont les arguments du gouvernement indien ?

Le gouvernement réfute toute intention de marginaliser la communauté musulmane. Il avance, à l'inverse, sa volonté de protéger les

migrants issus des autres minorités. « Ce n'est pas un texte discriminatoire, a déclaré Amit Shah. Les musulmans pourront continuer de vivre dans ce pays avec dignité. »

Néanmoins, le texte survient alors que les autorités tentent de réduire le legs musulman. Elles revisitent l'histoire dans les livres scolaires, rebaptisent de noms hindous des villes dont le nom possède une consonance musulmane. Il survient aussi après un recensement, en août, en Assam (nord-est), qui montre que deux millions de personnes, en majorité musulmanes, pourraient perdre leur nationalité indienne. Il s'inscrit enfin au cœur des projets phares de Narendra Modi: en août, il a révoqué l'autonomie constitutionnelle du Cachemire, seule région à majorité musulmane.

Depuis l'arrivée au pouvoir des nationalistes hindous, en 2014, les crimes islamophobes se sont multipliés. « Dans ma circonscription d'Uttar Pradesh, les musulmans ont peur, affirme le député Ritesh Pandey. Ils vivent dans des ghettos et n'ont pas de papiers pour prouver leur nationalité. Cette idée est désormais effrayante. »

Vanessa Dougnac

Un lourd bilan et des questions après
une éruption volcanique en Nouvelle-Zélande

— L'éruption du White Island, lundi 9 décembre, a fait 14 morts.

— La police veut comprendre pourquoi des touristes se trouvaient sur l'île-volcan dont le niveau d'alerte avait été rehaussé.

Au lendemain de l'éruption du volcan White Island, situé à 50 km au nord-ouest de l'île du Nord, en Nouvelle-Zélande, le bilan est lourd: 14 personnes tuées. Et la police se refuse à retenir uniquement les causes naturelles. « Nous allons ouvrir une enquête criminelle sur les circonstances dans lesquelles des personnes sont décédées et ont été blessées », a annoncé, mardi 10 décembre, le sous-commissaire John Tims à Wellington.

La semaine passée, le niveau de menace du volcan « le plus actif de l'archipel néo-zélandais » selon l'agence nationale GeoNet, avait été relevé de 1 à 2, sur une échelle

de 1 à 5. Ce qui correspond à des « troubles volcaniques modérés à élevés », a décrypté à la télévision néo-zélandaise Paul Quinn, président de la compagnie White Island Tour.

« Quarante-sept personnes étaient sur l'île. Nous pouvons confirmer que six personnes sont décédées, 31 sont à l'hôpital, huit autres sont toujours portées disparues », a indiqué un porte-parole de la police, selon laquelle les huit « disparus » ont péri. Parmi eux, et parmi les blessés, se trouvent des touristes étrangers: d'Australie, des États-Unis, du Royaume-Uni, de Chine et de Malaisie. Et deux guides néo-zélandais.

En temps normal, le White Island dégaze en émettant des fumerolles très chaudes, et son cratère est souvent rempli d'eau acide. Mais lundi 9, à 14 h 11 (heure locale), il est entré en éruption alors que ces touristes s'y trouvaient. « Un épais panache blanc de vapeur d'eau bouillante est monté jusqu'à 3 600 mètres d'altitude, tandis que la bouche du



volcan crachait des cendres et des roches issues de la fragmentation d'anciennes laves », commente Jacques-Marie Bardintzeff, professeur de volcanologie à l'université Paris-Saclay.

Pour Patrick Allard, volcanologue à l'Institut de physique du globe de Paris, « ce volcan était surveillé depuis longtemps, une sorte de volcan-école, équipé en instruments de mesure: sismomètres, thermomètres, capteurs acoustiques ». « Apparemment, les sismomètres n'ont pas dé-

tecté de vibrations trahissant une montée de magma dans la cheminée, avance Jacques-Marie Bardintzeff.

Nous avons affaire à une « éruption phréatique propulsée par des gaz magmatiques », précise Patrick Allard selon lequel « la soudaineté de l'éruption, sans indice précurseur, explique en partie le nombre important de victimes ». Un avis que ne partage pas Jessica Johnson, géophysicienne à l'université d'East Anglia (Angleterre), pour qui l'activité « était relativement élevée depuis septembre, et plus encore ces quinze derniers jours ».

Pourquoi, dès lors, y avait-il des touristes sur l'île ? Et à partir de quand l'accès à un volcan en activité faible ou moyenne doit-il être interdit ? La police aura à s'emparer de ces questions. « Il peut y avoir conflit d'intérêts entre le tourisme (10 000 visiteurs par an), la pression des tour-opérateurs, et les autorités chargées de la sécurité », suggère Patrick Allard.

Denis Sergent

essentiel

Russie —
Mort de Iouri Loujkov, ancien maire de Moscou
L'ancien maire de Moscou Iouri Loujkov est mort mardi 10 décembre à 83 ans, en Allemagne, où il était hospitalisé pour une opération du cœur. Nommé par Boris Eltsine, il fut de 1992 à 2010 celui qui transforma Moscou la grise en une effervescente capitale du luxe, sur fond d'innombrables accusations de corruption et critiques pour avoir détruit des bâtiments historiques au nom de la spéculation immobilière, comme l'hôtel Moskva près de la place Rouge.

Éthiopie
Abiy Ahmed
le Nobel appelle
à la paix

« Pas de "nous" et "eux" », a dit le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed en recevant son Nobel de la paix, mardi 10 décembre, en lançant un plaidoyer pour l'union, à l'heure où son pays est déchiré par des violences ethniques. À 43 ans, le plus jeune dirigeant africain avait reçu le Nobel pour la réconciliation menée tambour battant avec l'Érythrée. Mais, après des progrès spectaculaires dans les mois ayant suivi son entrée en fonction en avril 2018, sa politique d'ouverture a ouvert la voie à une flambée de violences intercommunautaires en Éthiopie tandis que le processus de paix avec l'Érythrée semble à l'arrêt.

États-Unis —
Donald Trump accusé
par les démocrates
d'abus de pouvoir

Les démocrates ont retenu, mardi 10 décembre, deux chefs d'accusation contre Donald Trump dans la procédure de destitution: « abus de pouvoir » et « entrave à la bonne marche du Congrès ». Lorsque ces chefs seront adoptés en séance plénière, sans doute la semaine prochaine, à la Chambre des représentants où les démocrates sont majoritaires, Donald Trump deviendra le troisième président de l'histoire à être mis en accusation au Congrès américain.

sur-la-croix.com
— Au Liban, les négociations sur le futur premier ministre piétinent
— Processus de paix: « peu de résultat » pour l'Ukraine, « un pas important » selon la Russie